

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi interdisant le commerce de la coque du Levant.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de présenter à vos délibérations un projet de loi interdisant l'exposition de la coque du Levant pour la vente au détail, ainsi que la vente, l'achat, la détention, le colportage, le port et le transport de petites quantités de cette substance et interdisant aux pharmaciens de fournir les préparations qui en dérivent, autrement que sur prescription médicale.

L'article 8 de la loi du 16 janvier 1883 relative à la pêche fluviale et l'article 539 du Code pénal frappent de peines très sévères ceux qui jettent dans les eaux courantes, dans un canal, un étang, un vivier ou un réservoir des substances qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire.

Malgré ces dispositions légales, on continue à signaler l'emploi de la coque du Levant comme une cause sérieuse de dépeuplement des rivières.

C'est qu'il s'agit d'un délit dont la constatation est particulièrement difficile. Celui qui jette de la coque du Levant dans une rivière uniquement avec l'intention méchante de détruire le poisson sans le capturer, ne peut que difficilement être convaincu de culpabilité, rien ne permettant d'établir après coup l'identité de ce qu'il a jeté ; quant à celui qui est surpris capturant le poisson enivré par cette substance, il peut toujours prétendre qu'elle a été jetée par autrui.

Les arrêtés royaux du 31 mai 1885 et du 2 août 1902 prescrivent bien, le premier pour les pharmaciens, le second pour les droguistes et les commerçants non diplômés, qu'ils ne peuvent débiter les produits toxiques que sur demande écrite et signée d'une personne connue qui en déterminera l'emploi ;

mais les inspecteurs des pharmacies ne trouvent, en ce qui concerne la coque du Levant, aucune trace de demandes de l'espèce. Ceci tient à ce que la coque du Levant débitée dans le commerce ne sert à aucun usage licite et avouable.

En présence de cette situation, la Commission de pisciculture a émis le vœu de voir prohiber la vente de la coque du Levant.

L'Académie royale de médecine, consultée, a émis l'avis qu'il y a avait lieu :

1° D'interdire la vente au détail de la coque du Levant en nature ;

2° De ne permettre la vente de la picrotoxine ou de toute autre préparation à base de coque du Levant que par les pharmaciens et sur prescription médicale.

Elle a justifié cette manière de voir par les considérations suivantes :

« La coque du Levant n'est plus jamais, à notre connaissance, employée en médecine, où l'on n'utilise, et d'ailleurs en proportion très limitée, que le principe actif de ce fruit, la picrotoxine.

» Ce glucoside est prescrit dans l'épilepsie et dans d'autres névroses ; il forme la base de certaines préparations spéciales destinées au traitement de ces maladies.

» C'est là une ressource thérapeutique à laquelle il ne nous semble pas qu'il soit possible de renoncer.

» Mais il faut bien noter que la picrotoxine elle-même peut servir, au point de vue de la pêche frauduleuse, de la même manière que la coque du Levant et agit à des doses extrêmement faibles.

» L'emploi de la coque et celui de la picrotoxine ont souvent déterminé des empoisonnements rarement mortels heureusement.

» L'ingestion du poisson pris en maraude au moyen de ces substances a fréquemment produit des symptômes d'une violente gastro-entérite. »

L'interdiction du commerce au détail, de l'exposition pour le commerce au détail, de la détention, du colportage, du port et du transport de la coque du Levant et la réglementation précise de la vente du principe actif ainsi que des préparations pharmaceutiques de cette substance apparaissent donc comme des mesures qui ne sauraient avoir que des avantages au point de vue de la santé publique et qui seraient de nature à contribuer à empêcher le dépeuplement des rivières.

ARTICLE PREMIER.

Le paragraphe 4^{or} de cet article interdit d'une façon générale l'exposition de la coque du Levant pour la vente au détail. Il interdit également la vente au détail de ce produit, sauf à des pharmaciens tenant officine. Le même paragraphe détermine ce qu'il faut entendre par vente au détail de la coque

du Levant. La quantité de 50 kilogrammes a été choisie comme limite minimum de la vente en gros, parce que c'est par balles de ce poids que les maisons de droguerie en gros achètent la coque du Levant. Il n'est pas possible d'interdire le commerce en gros de la coque du Levant, car celle-ci sert à produire la picrotoxine, ressource thérapeutique à laquelle l'Académie de médecine estime qu'on ne peut renoncer. La picrotoxine est, d'ailleurs, la base de certaines préparations pharmaceutiques spéciales.

En ce qui concerne la picrotoxine et les autres préparations de la coque du Levant, il a paru inutile de stipuler que les pharmaciens seuls pourront vendre ces produits, car cette défense résulte déjà de l'article 17 de la loi du 12 mars 1848.

Le paragraphe 2 défend l'achat et la détention de moins de 50 kilogrammes; il prévoit une exception quand l'acheteur ou le détenteur est un pharmacien tenant officine.

Le paragraphe 3 défend le colportage et, en outre, le port et le transport de la coque du Levant en quantités inférieures à 50 kilogrammes. Il permettra de dresser procès-verbal à tout individu qui sera trouvé en possession de cette substance, à moins qu'il ne s'agisse de produits vendus et livrés à un pharmacien tenant officine, ce qui sera prouvé par la facture du vendeur accompagnant l'envoi.

ART. 2.

Le pharmacien tenant officine ne peut vendre la coque du Levant en nature; il ne peut délivrer que le principe actif (la picrotoxine) et les préparations pharmaceutiques de ce fruit. L'article 2 stipule que le débit de ces produits ne pourra se faire que sur prescription médicale : ainsi on ne permet que le débit à dose thérapeutique, c'est-à-dire très faible.

ART. 3.

L'amende, édictée en cas de contravention aux dispositions des articles 1^{er} et 2, a été mise en rapport avec celles portées par les articles 8 de la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale et 539 du Code pénal. Ces articles punissent d'une amende de 26 à 300 francs le fait de jeter dans une eau courante, dans un étang ou un vivier, des substances de nature à enivrer le poisson ou à le détruire. La coque du Levant, hors son emploi dans les préparations pharmaceutiques, ne servant qu'à cet usage illicite, il convient de frapper les faits punissables de vente, détention, transport, colportage de cette substance, d'une amende semblable à celles qu'édictent les dispositions susvisées.

En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation pour une des infractions prévues par le projet, l'amende sera doublée. L'aggravation de la peine est en ce cas obligatoire pour le juge. La loi sur la pêche fluviale, par son article 19, prévoit la même obligation.

Le paragraphe 3 rend l'article 85 du Code pénal applicable en cette matière. Hormis le cas de récidive, le juge pourra donc tenir compte des circonstances atténuantes dans l'application de la peine.

ART. 4.

Cet article confie l'application de la loi aux juges de paix. La justice de paix est la juridiction la moins encombrée, celle entraînant le moins de frais de déplacement, celle qui paraît convenir le mieux à un délit de l'espèce.

ART. 5.

Le paragraphe 1^{er} de cet article a pour but de permettre de conférer à des agents spécialement compétents, tels que les inspecteurs des pharmacies et les inspecteurs des denrées alimentaires, et à des agents particulièrement bien placés pour constater le délit de port, tels les fonctionnaires et préposés de l'administration des eaux et forêts, le droit de dresser procès-verbal en une matière qui échapperait sans cela à leur activité. Il faut que les infractions puissent être constatées par ceux qui se trouvent surtout dans l'occasion de le faire, par la nature des fonctions dont ils sont investis. Afin de pouvoir, au besoin, compléter la désignation, il a semblé préférable de ne pas inscrire celle-ci dans la loi elle-même, mais de laisser ce soin au Gouvernement.

Le paragraphe 2 prévoit que les agents désignés par le Gouvernement en vertu du paragraphe précédent, seront astreints à prêter, devant le juge de paix du canton de leur résidence, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1834.

Les procès-verbaux à dresser en la matière feront foi jusqu'à preuve contraire; il importe, pour mettre le contrevenant à même de préparer ses moyens de défense, qu'une copie du procès-verbal lui soit transmise dans les vingt-quatre heures de la constatation de l'infraction. C'est le but du paragraphe 3. Cette formalité n'est toutefois pas exigée à peine de nullité.

La confiscation prévue par les articles 42 et 43 du Code pénal n'atteint les choses formant l'objet de l'infraction que lorsque la propriété en appartient au condamné. Comme il s'agit, en l'occurrence, de produits dangereux ou nuisibles, qui doivent être retirés de la circulation dans l'intérêt de la sécurité publique, le dernier paragraphe de l'article 5 prévoit la confiscation à cette fin spéciale dans tous les cas. Les produits confisqués seront mis hors d'usage.

ART. 6.

Cet article permettra notamment de prescrire, par arrêté royal, qu'afin d'éviter les contestations sur l'identité de la substance saisie, l'agent qui

instrumentera devra inviter le contrevenant à revêtir de son cachet ou d'autres marques d'authenticité, un échantillon des produits saisis dans le but de le faire servir éventuellement à un examen contradictoire. Pareille mesure paraît nécessaire, la coque du Levant n'étant pas bien connue et étant difficile à reconnaître pour des profanes, surtout quand elle est réduite en poudre.

Le Ministre de l'Intérieur,

PAUL BERRYER.

**Projet de loi interdisant le commerce
de la coque du Levant.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre de
l'Intérieur :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'exposer la coque du
Levant pour la vente au détail, et de
vendre ce produit, sauf à des pharma-
ciens tenant officine, en quantité infé-
rieure à 50 kilogrammes.

Il est de même interdit à tous ceux
qui ne sont pas pharmaciens tenant
officine, d'acheter ou de détenir de la
coque du Levant en quantité inférieure à
celle ci-dessus indiquée.

Sont encore prohibés le colportage
et, de même, le port et le transport de
pareilles quantités de cette substance, à
moins qu'il ne s'agisse de produits ven-
dus et livrés à un pharmacien et accom-
pagnés de la facture du vendeur.

ART. 2.

Il est interdit aux pharmaciens de
débitier la picrotoxine et les autres pré-

**Wetsontwerp tot het verbieden van
denⁿhandel in Levantsche bessen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal, in Onzen naam, door Onzen
Minister van Binnenlandsche Zaken aan
de Wetgevende Kamers voorgelegd
worden :

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden de Levantsche bes
uit te stallen voor den verkoop in
't klein en deze zelfstandigheid te ver-
koopen in kleinere hoeveelheid dan
50 kilogram, behalve aan apothekers
met apotheek.

Het is eveneens verboden aan al de-
genen die geen apothekers zijn met
apotheek, de Levantsche bes in kleinere
hoeveelheid dan hierboven is aangeduid
te koopen of te houden.

Is nog verboden het leuren en zelfs
het dragen en vervoeren van zulke hoe-
veelheden van deze zelfstandigheid, ten
ware deze aan een apotheker verkocht
en geleverd wordt en van een rekening
van den verkooper vergezeld weze.

ART. 2.

Het is den apothekers verboden de
picrotoxine en andere artsenijskundige

parations pharmaceutiques de la coque du Levant autrement que sur prescription médicale.

ART. 3.

Les infractions aux dispositions ci-dessus édictées seront punies d'une amende de 26 à 300 francs.

L'amende sera doublée en cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation pour une infraction à la présente loi.

Hors le cas de récidive prévu par l'alinéa précédent, l'article 85 du Code pénal est applicable à ces infractions.

ART. 4.

Les juges de paix statueront, sous réserve d'appel, sur les infractions aux dispositions de la présente loi.

ART. 5.

Indépendamment des officiers de police judiciaire chargés de la recherche des crimes et des délits de droit commun, le Gouvernement est autorisé à conférer à d'autres agents le droit de rechercher et de constater, par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, les infractions à la présente loi.

Ceux de ces agents qui n'auraient point prêté le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1834 seront tenus de le prêter devant le juge de paix du canton de leur résidence.

Une copie du procès-verbal devra être transmise au contrevenant, dans les vingt-quatre heures de la constatation de l'infraction.

bereidingen der Levantsche bes anders dan op voorschrift van een geneesheer te verkoopen.

ART. 3.

De inbreuken op de hierboven uitgevaardigde beschikkingen worden gestraft met een geldboet van 26 tot 300 frank.

De boet zal verdubbeld worden bij hervalling binnen de vijf jaren na de veroordeeling voor een inbreuk op huidige wet.

Buiten de hervalling, voorzien onder vorig lid, is artikel 85 van het Strafwetboek op deze inbreuken toepasselijk.

ART. 4.

De vrederechters zullen, onder voorbehoud van beroep, over de inbreuken op de beschikkingen van deze wet uitspraak doen.

ART. 5.

Benevens de officieren van gerechterlijke politie, belast met het opzoeken der misdaden en misdrijven van gemeen recht, is de Regeering er toe gemachtigd aan andere agenten het recht op te dragen de inbreuken op deze wet op te zoeken en deze vast te stellen door processen-verbaal, geloofwaardig tot bewijs van het tegendeel.

Deze agenten, die den door het decreet van 20 Juli 1834 voorgeschreven eed niet zouden afgelegd hebben, zijn verplicht dien voor den vrederechter van het kanton hunner verblijfplaats af te leggen.

Een afschrift van het proces-verbaal zal den overtreder, binnen de vier en twintig uren na de vaststelling der inbreuk, moeten behandigd worden.

Ces officiers et agents saisiront la coque du Levant exposée en vente, vendue, détenue, colportée, portée ou transportée en opposition avec les dispositions de la présente loi. Les produits saisis seront confisqués et mis hors d'usage.

ART. 6.

Un arrêté royal déterminera le mode de saisie.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 1912.

Deze officieren en agenten zullen de in strijd met deze wet te koop uitgestalde, verkochte, gehouden, uitgevente gedragen of vervoerde Levantsche bessen aanslaan. De aangeslagen zelfstandigheden zullen verbeurd en buiten gebruik gesteld worden.

ART. 6.

Een koninklijk besluit zal de wijze bepalen, waarop het aanslaan moet geschieden.

Gegeven te Brussel, den 4^e December 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1912.

Wetsontwerp tot het verbieden van den handel in Levantsche bessen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer aan uwe beraadslagingen een wetsontwerp voor te leggen tot het verbieden van het uitstellen der Levantsche bes voor den kleinhandel, alsmede het verkoopen, koopen, houden, leuren, dragen en vervoeren in kleine hoeveelheid van deze zelfstandigheid en tot het verbieden aan de apothekers de ermede samengestelde preparaten anders dan op geneeskundig voorschrift af te leveren.

Artikel 8 der wet van 16 Januari 1883 op de riviervischvangst en artikel 539 van het Strafwetboek bepalen strenge straffen tegen degenen die in de loopende waters, in een vaart, een vijver of vischvijver zelfstandigheden werpen, welke van aard zijn de visseken dronken te maken of te vernielen.

Niettegenstaande deze wettelijke beschikkingen, gaat men voort het gebruik der Levantsche bes als een ernstige reden van de ontvolking der rivieren aan te klagen.

Het geldt hier immers een misdrijf, welk bijzonder moeilijk is om vast te stellen. Degene die de Levantsche bes in een rivier werpt enkel met het slecht inzicht de visschen te vernietigen zonder ze te vangen, kan maar zeer moeilijk, van zijn plichtigheid overtuigd worden, vermits na de daad de aard der stof, welke hij geworpen heeft, niet kan ontleed worden; hij echter die betrapt wordt terwijl hij bezig is de door deze zelfstandigheid dronken gemaakte visschen te vangen, kan altijd inbrengen dat zij door een anderen persoon werd geworpen.

De koninklijke besluiten van 31 Mei 1885 en 2 Augustus 1902 schrijven wel voor, het eerstgemelde aan de apothekers, het tweede aan de droguisten en niet gediplomeerde handelaars, slechts giffstoffen te verkoopen op vraag, geschreven en onderteekend door een gekend persoon, welke er het gebruik van zal aanduiden; maar de opzieners der apotheken vinden, wat de Levantsche bes betreft, geen spoor van dergelijke vragen. Dit is hieraan toe te schrijven dat de Levantsche bes, in den handel verkocht, tot geen enkel geoorloofd gebruik dient.

Tegenover dezen toestand heeft de Commissie van vischteelt den wensch uitgedrukt het verkoopen der Levantsche bes te doen verbieden.

De Koninklijke Academie van geneeskunde, geraadpleegd zijnde, is van meening dat het noodig is :

1° Den kleinhandel in Levantsche bessen in natura te verbieden;

2° Den verkoop niet toetelaten van de picrotoxine of van elke andere bereiding met de Levantsche bes als hoofdbestanddeel dan door de apothekers en op voorschrift des geneesheers.

Zij verrechtvaardigt haar zienswijze door navermelde overwegingen :

« De Levantsche bes wordt, bij ons weten, niet meer gebruikt in de geneeskunde, waar men slechts, en dan nog in zeer beperkte hoeveelheid, het werkend bestanddeel van deze vrucht, de picrotoxine, bezigt.

» Deze glucoside is voorgeschreven bij vallende ziekte en in andere zenuwkwalen; hij wordt gebruikt als basis voor sommige bijzondere bereidingen voor het behandelen van deze ziekten.

» De glucoside is een geneeskundig hulpmiddel, en wij denken dat het niet mogelijk is er aan te verzaken.

» Men moet echter goed aanmerken dat de picrotoxine zelf kan dienen voor bedrieglijke vischvangst, op dezelfde wijze als de Levantsche bes en dat ze in buitengewoon geringe hoeveelheid uitwerksels heeft.

» Het gebruik der bes en der picrotoxine hebben dikwijls, maar gelukkig zelden, doodelijke vergiftiging veroorzaakt.

» Het eten van visschen, welke bij middel van deze zelfstandigheden gestroopt werden, heeft dikwijls kenteekens veroorzaakt van hevige maag- en darmontsteking. »

Het verbieden van den kleinhandel, van het uitstallen voor den kleinhandel, het houden, leuren, dragen en vervoeren der Levantsche bes en het nauwkeurig verordenen van den verkoop van het werkend bestanddeel alsmede van de artsennijkundige bereidingen van deze zelfstandigheid komen dus voor als maatregelen welke niets dan voordeelen kunnen opleveren voor de volksgezondheid en welke van aard zouden zijn bij te dragen tot het beletten van de ontvolking der rivieren.

EERSTE ARTIKEL.

Paragraaf 1 van dit artikel verbiedt op algemeene wijze het uitstallen der Levantsche bes voor het verkoopen in 't klein. Het verbiedt eveneens het verkoopen van deze zelfstandigheid, behalve aan de apothekers welke een apotheek houden. Dezelfde paragraaf bepaalt wat dient verstaan onder verkoop in 't klein der Levantsche bes. De hoeveelheid van 50 kilogram werd gekozen als minimumgrens voor den verkoop in 't groot, omdat de groote drogerijen de Levantsche bes in halen van dit gewicht aankoopten. Het is onmogelijk den groothandel in Levantsche bessen te verbieden, vermits deze gebruikt wordt tot het voortbrengen der picrotoxine, welke een geneesmiddel is, waaraan men, volgens het oordeel der Academie van geneeskunde, niet mag verzaken. De picrotoxine is overigens het hoofdbestanddeel van sommige bijzondere artseneijkundige bereidingen.

Wat de picrotoxine en de andere bereidingen der Levantsche bes betreft, scheen het onnoodig te zijn te bepalen dat enkel de apothekers deze producten zullen mogen verkoopen, want dit verbod blijkt reeds uit artikel 17 der wet van 12 Maart 1818.

De tweede paragraaf verbiedt het koopen en het houden van min dan 50 kilogram; hij voorziet een uitzondering wanneer de koper of de houder een apotheker is met apotheek.

De derde paragraaf verbiedt het leuren en daarenboven het dragen en vervoeren der Levantsche bes met min dan 50 kilogram. Hij laat toe procesverbaal op te maken tegen alwie in 't bezit zal bevonden worden van deze zelfstandigheid, tenware deze producten aan een apotheker met apotheek verkocht en geleverd zijn, hetgeen de rekening van den verkooper, welke bij de zending is, moet bewijzen.

ART. 2.

De apotheker met apotheek mag de Levantsche bes in natura niet verkoopen; hij mag enkel het werkend bestanddeel (de picrotoxine) en de artseneijkundige bereidingen van deze vrucht afleveren. Artikel 2 bepaalt dat het verkoopen van deze producten slechts op overlegging van een voorschrift des geneesheers mag geschieden: dus laat men alleen het verkoopen ervan toe als geneesmiddel, dit is in zeer klein gehalte.

ART. 3.

De boet, uitgevaardigd tegen overtreding der beschikkingen van artikelen 1 en 2, is in verband gebracht met deze, welke de artikelen 8 der wet van 19 Januari 1883 op de riviervischvangst en 539 van het Strafwetboek voorschrijven.

Deze artikelen straffen met een geldboet van 26 tot 300 frank de daad van in een loopend water of in een vijver zelfstandigheden te werpen, welke van aard zijn de visschen dronken te maken of te vernielen. Daar de Levantsche bes, buiten haar gebruik in artsenkundige bereiding, niet dan tot dit ongeoorloofd gebruik dient, betaamt het dat de strafbare feiten van verkoopen, houden, vervoeren van en leuren met deze zelfstandigheid met een dergelijke boete als welke voormelde beschikkingen uitvaardigen, gestraft worden.

Bij hervalling binnen de 5 jaar na de veroordeeling wegens een door dit ontwerp voorziene inbreuken, zal de boet verdubbeld worden. De rechter is verplicht in dit geval de straf te verzwaren. De wet op de riviervischvangst voorziet dezelfde verplichting in artikel 19.

De derde paragraaf maakt artikel 85 van het Strafwetboek ter zake toepasselijk. Buiten het geval van hervalling, mag de rechter in 't toepassen der straf met de verzachtende omstandigheden rekening houden.

ART. 4.

Dit artikel draagt het toepassen der wet aan den vrederechter op. Het vredegerecht is de minst overlaste rechtsmacht, deze welke de minste verplaatsingskosten medesleept en welke het best voor dergelijk misdrijf geschikt schijnt.

ART. 5.

De eerste paragraaf van dit artikel heeft voor doel aan bijzonder bevoegde agenten, als de opzieners der apotheken en de opzieners der eetwaren, en aan bijzonder goed geplaatste agenten om het misdrijf van overbrenging van de Levantsche bes vast te stellen, als de ambtenaars en aangestelden van het beheer van waters en bosschen, het recht te geven proces-verbaal op te maken in een zaak welke anderszins aan hun bedrijvigheid zou ontsnappen.

Het betaamt dat de inbreuken kunnen vastgesteld worden door degenen die zich in de gelegenheid bevinden het te doen, door den aard der bediening welke hun is opgedragen. Om desnoods de aanduidingen te kunnen aanvullen, heeft het verkieslijk geschenen deze aanduidingen niet in de wet zelf te schrijven, maar deze zorg aan de Regeering over te laten.

De tweede paragraaf voorziet dat de agenten krachtens voorgaande paragraaf door de Regeering aangeduid, verplicht zijn ten overstaan van den vrederechter van het kanton hunner standplaats, den door het decreet van 20 Juli 1834 voorgeschreven eed af te leggen.

De processen-verbaal, voor deze misdrijven op te maken, zullen geloofwaardig zijn tot bewijs van het tegendeel; om den overtreder in staat te stellen zijn verdediging voor te bereiden, is het van belang dat hun binnen de vier en twintig uren na de vaststelling der overtreding een afschrift

van het proces-verbaal behandigd worde. Dit heeft de derde paragraaf ten doel. Het verwaarloozen van dezen pleegvorm treft echter het proces-verbaal niet met nietigheid.

Het verbeuren, voorzien door de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek, treft slechts de voorwerpen waarmede de overtreding gepleegd wordt wanneer de veroordeelde er eigenaar van is. Vermits het in onderhavig geval gevaarlijke of schadelijke zelfstandigheden betreft, welke uit het verkeer dienen getrokken in 't belang van de openbare veiligheid, voorziet de laatste paragraaf van artikel 5 met dit bijzonder doel de verbeurdverklaring in alle gevallen. De verbeurde zelfstandigheden worden buiten gebruik gesteld.

ART. 6.

Dit artikel zal inzonderheid toelaten bij koninklijk besluit voor te schrijven dat om te vermijden dat de aard der aangeslagen zelfstandigheid betwist worde, de handelende agent den overtreder zal uitnoodigen een staal der aangeslagen produkten met zijn zegel of andere herkenningsteekens te voorzien, ten einde het gebeurlijk voor een tegensprekelijk onderzoek te doen dienen. Dergelijke maatregel schijnt noodzakelijk, daar de Levantsche bes, bijzonderlijk als zij onder den vorm van poeder voorkomt, niet goed gekend en door den gewonen man moeilijk te herkennen is.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

**Projet de loi interdisant le commerce
de la coque du Levant.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre de
l'Intérieur :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'exposer la coque du
Levant pour la vente au détail, et de
vendre ce produit, sauf à des pharma-
ciens tenant officine, en quantité infé-
rieure à 50 kilogrammes.

Il est de même interdit à tous ceux
qui ne sont pas pharmaciens tenant
officine, d'acheter ou de détenir de la
coque du Levant en quantité inférieure à
celle ci-dessus indiquée.

Sont encore prohibés le colportage
et, de même, le port et le transport de
pareilles quantités de cette substance, à
moins qu'il ne s'agisse de produits ven-
dus et livrés à un pharmacien et accom-
pagnés de la facture du vendeur.

ART. 2.

Il est interdit aux pharmaciens de
débiter la picrotoxine et les autres pré-

**Wetsontwerp tot het verbieden van
den handel in Levantsche bessèn.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal, in Onzen naam, door Onzen
Minister van Binnenlandsche Zaken aan
de Wetgevende Kamers voorgelegd
worden :

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden de Levantsche bes
uit te stallen voor den verkoop in
't klein en deze zelfstandigheid te ver-
koopen in kleinere hoeveelheid dan
50 kilogram, behalve aan apothekers
met apotheek.

Het is eveneens verboden aan al de-
genen die geen apothekers zijn met
apotheek, de Levantsche bes in kleinere
hoeveelheid dan hierboven is aangeduid
te koopen of te houden.

Is nog verboden het leuren en zelfs
het dragen en vervoeren van zulke hoe-
veelheden van deze zelfstandigheid, ten
ware deze aan een apotheker verkocht
en geleverd wordt en van een rekening
van den verkooper vergezeld weze.

ART. 2.

Het is den apothekers verboden de
picrotoxine en andere artseneijkundige

parations pharmaceutiques de la coque du Levant autrement que sur prescription médicale.

ART. 3.

Les infractions aux dispositions ci-dessus édictées seront punies d'une amende de 26 à 300 francs.

L'amende sera doublée en cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation pour une infraction à la présente loi.

Hors le cas de récidive prévu par l'alinéa précédent, l'article 83 du Code pénal est applicable à ces infractions.

ART. 4.

Les juges de paix statueront, sous réserve d'appel, sur les infractions aux dispositions de la présente loi.

ART. 5.

Indépendamment des officiers de police judiciaire chargés de la recherche des crimes et des délits de droit commun, le Gouvernement est autorisé à conférer à d'autres agents le droit de rechercher et de constater, par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire, les infractions à la présente loi.

Ceux de ces agents qui n'auraient point prêté le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 seront tenus de le prêter devant le juge de paix du canton de leur résidence.

Une copie du procès-verbal devra être transmise au contrevenant, dans les vingt-quatre heures de la constatation de l'infraction.

bereidingen der Levantsche bes anders dan op voorschrift van een geneesheer te verkoopen.

ART. 3.

De inbreuken op de hierboven uitgevaardigde beschikkingen worden gestraft met een geldboet van 26 tot 300 frank.

De boet zal verdubbeld worden bij hervalling binnen de vijf jaren na de veroordeeling voor een inbreuk op huidige wet.

Buiten de hervalling, voorzien onder vorig lid, is artikel 83 van het Strafwetboek op deze inbreuken toepasselijk.

ART. 4.

De vrederechters zullen, onder behoud van beroep, over de inbreuken op de beschikkingen van deze wet uitspraak doen.

ART. 5.

Benevens de officieren van gerechterlijke politie, belast met het opzoeken der misdaden en misdrijven van gemeen recht, is de Reggeering er toe gemachtigd aan andere agenten het recht op te dragen de inbreuken op deze wet op te zoeken en deze vast te stellen door processen-verbaal, geloofwaardig tot bewijs van het tegendeel.

Deze agenten, die den door het decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed niet zouden afgelegd hebben, zijn verplicht dien voor den vrederechter van het kanton hunner verblijfplaats af te leggen.

Een afschrift van het proces-verbaal zal den overtreder, binnen de vier en twintig uren na de vaststelling der inbreuk, moeten behandigd worden.

Ces officiers et agents saisiront la coque du Levant exposée en vente, vendue, détenue, colportée, portée ou transportée en opposition avec les dispositions de la présente loi. Les produits saisis seront confisqués et mis hors d'usage.

ART. 6.

Un arrêté royal déterminera le mode de saisie.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 1912.

Deze officieren en agenten zullen de in strijd met deze wet te koop uitgestalde, verkochte, gehouden, uitgevente gedragen of vervoerde Levantsche bessen aanslaan. De aangeslagen zelfstandigheden zullen verbeurd en buiten gebruik gesteld worden.

ART. 6.

Een koninklijk besluit zal de wijze bepalen, waarop het aanslaan moet geschieden.

Gegeven te Brussel, den 4^e December 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.
